

Alberto Fernández: Lula n'est pas libre car l'état de droit ne fonctionne pas



Curitiba, 5 juillet (RHC)- Alberto Fernández, qui brigue la candidature à la présidence de l'Argentine pour le parti « Front de Tous » a déclaré que l'ex-président du Brésil Luiz Inacio Da Silva, Lula, n'est pas libre car l'état de droit ne fonctionne pas dans ce pays.

Alberto Fernández a tenu ces propos à la sortie de la prison de Curitiba où il a rendu visite à Lula qui est également le leader du Parti des Travailleurs. Lula a été condamné à prison sans preuves

pour les délits présumés de corruption passive et de blanchiment d'argent.

Au terme de la visite qu'il a faite en compagnie de l'ex-ministre brésilien des Affaires étrangères, Celso Amorín, Alberto Fernández a lancé un appel à la prise de conscience sur les menaces qui pèsent sur les démocraties de la région. Il a assuré que l'état brésilien ne se rend pas compte du fait qu'il est en train d'entacher le pays en maintenant Lula en prison.

Pour sa part, Celso Amorín a qualifié la rencontre d'émouvante et il a remercié le pré-candidat à la présidence de l'Argentine de sa visite à Lula car elle démontre une solidarité véritable avec une cause comme l'emprisonnement de Lula qui est un symbole pour toute l'Amérique Latine Latine en ce qui concerne la persécution contre les dirigeants populaires du début de ce siècle.

À ce propos, Alberto Fernández a indiqué que l'emprisonnement de Lula ne passe pas inaperçu pour les Argentins. « C'est un homme dont je suis sûr qu'il est innocent et il a le droit d'être en liberté », a-t-il signalé. Le Brésil ne mérite pas une tache comme la détention de Lula, Le peuple brésilien ne le mérite pas » a relevé le pré-candidat à la présidence de l'Argentine.

Au cours de la brève conférence de presse qu'il a donnée à sa sortie de la prison de Curitiba où il a rendu visite à Lula, Alberto Fernández a signalé qu'il ne tolère pas les éventuels cas de corruption qui auraient pu avoir existé mais qu'il est contre les accusations sans fondement que ce soit contre Lula ou contre l'ex.-présidente argentine Cristina Fernández à laquelle on impute des charges arbitraires.

À ce propos, le pré-candidat à la présidence de l'Argentine a signalé qu'il trouve trois cas similaires en Amérique Latine : l'Équateur, l'Argentine et le Brésil et que les cibles de la persécution sont les leaders et les anciens présidents.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/195352-alberto-fernandez-lula-nest-pas-libre-car-letat-de-droit-ne-fonctionne-pas>



Radio Habana Cuba